



2015-2021

CHANGER LA VIE DES TERRITOIRES

Bilan des innovations
des Départements de gauche



GROUPE
de **GAUCHE**
DE L'ASSEMBLÉE DES
DÉPARTEMENTS DE FRANCE



Les Départements, une collectivité d'avenir ? Après trois quinquennats hostiles à cet échelon de proximité, il aura fallu une crise sanitaire historique pour voir reconnu, par le pouvoir central, le Département comme une collectivité « essentielle » dans la lutte épidémique et dans leur rôle d'ensemblier des politiques publiques sociales et d'aménagement du territoire, les solidarités humaines et territoriales.

Par leur implication spontanée et totale dans la gestion de la pandémie et aujourd'hui dans la relance, les Départements prouvent une nouvelle fois leur nécessité à la hauteur de l'attachement des habitants. Finie la rhétorique très jacobine d'un Département perçu comme « l'homme malade » des collectivités locales. Tant mieux ! Il était temps de sortir de l'aveuglement territorial.

D'une contrainte, les Départements en ont fait un atout à la hauteur de l'attachement des habitants pour cette collectivité longtemps ignorée par le pouvoir central. Durant ce mandat 2015-2021, ils ont ainsi démontré leur modernité et leur pertinence à l'heure où les lignes de fractures et les besoins de proximité se multiplient en France. Par l'innovation d'abord, couplée à la connaissance fine du territoire, les Départements se sont donnés les moyens de leur avenir en portant des actions concrètes et pragmatiques, autant de chemins d'insertion sociale que de parcours de vie.

Mais ce serait mal connaître cette collectivité que de cantonner son rôle au social, même s'il est incontournable. Le Département en tant que collectivité-support des communes et des intercommunalités assure la mise en cohérence de l'action publique locale à l'échelle du territoire départemental. Les frontières de celui-ci, découpées au lendemain de la Révolution française, s'avèrent toujours opérantes au XXI^{ème} siècle. En effet, l'échelon départemental demeure un cadre à taille humaine en capacité de préserver l'égal accès aux services publics, à la culture, à la transition écologique pour l'ensemble des Françaises et des Français.

Alors que la crise sanitaire déstabilise le corps social et approfondit cruellement les inégalités, les Départements s'inscrivent dans une lutte sans merci contre la pauvreté en innovant localement. L'explosion des dépenses du Revenu de Solidarité Active (RSA) – que les Départements financent pour partie à la place de l'État – et l'aggravation de la pauvreté chez les jeunes de 18 à 25 ans appellent à se mobiliser pour casser le cercle vicieux de l'exclusion.

Les Départements ont aujourd'hui en héritage cet appel vibrant de Victor Hugo à détruire la misère et ils sont bien seuls à considérer que « les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. »

Avec la crise de la Covid-19, le pouvoir central devrait prendre conscience du rôle indispensable des Départements en tant qu'amortisseurs social et sanitaire. Cette période doit donc être propice à l'édification d'une nouvelle relation de confiance entre l'Etat et les Départements.

Ce nouveau « Pacte girondin » ne pourra être fondé sur des demi-mesures ou de nouvelles prescriptions budgétaires qui asphyxient les dynamiques territoriales. Ce nouveau pacte devra être foncièrement décentralisateur, renforcer les moyens d'actions de la collectivité départementale et reconnaître enfin son effet multiplicateur pour le développement du territoire aux côtés des forces vives du pays : citoyens, travailleurs sociaux, professionnels de santé, associations...

Les discours lancinants sur l'assistanat ne sont plus audibles dans la période que nous traversons. Le gouvernement s'en rend compte trop timidement. À l'inverse, nous défendons de toutes nos forces un tout autre message d'espoir. Par l'investissement aussi bien économique, grâce à la programmation de grands travaux (construction et la rénovation de collèges, d'EHPAD, d'équipements en tous genres), mais aussi social, au travers des allocations de solidarité et des aides au logement, nous croyons fermement à l'effet redistributif de l'utilisation de l'argent public.

Nous vivons un vrai moment de rupture historique où la collectivité est menacée de dislocations

de toutes parts et où des valeurs fortes de justice sociale et de démocratie doivent être portées sans trembler car notre société est dans ce besoin de fraternité que la Covid-19 a exacerbé. Si les espérances du « monde d'après » sont retombées bien vite après l'été 2020, les Départements sont convaincus de la nécessité de le dessiner à partir des expériences concrètes qu'ils mènent au sein de leur territoire.

Les circonstances actuelles doivent constituer le moment opportun de relever ce défi immense en réaffirmant haut et fort le principe de solidarité comme le font les Départements malgré leurs finances et leurs compétences resserrées.

Ce bilan propose d'en juger sur pièces en dressant le panorama des actions innovantes portées depuis cinq ans par la gauche pour rénover notre modèle de société. Véritable laboratoire territorial de la solidarité, ce bilan démontre qu'il y a une alternative au chacun pour soi et aux inégalités, une alternative à l'exclusion, au marasme et à la crise écologique tout ceci en développant massivement la participation et l'implication citoyenne. La gauche dans les Départements construit quotidiennement des réponses locales d'avenir aux grands enjeux de notre temps.

Jean-Luc GLEYZE
Président du Groupe de Gauche de l'ADF
Président du Conseil départemental de la Gironde



SOMMAIRE

La crise sanitaire : démonstration de la solidité du modèle départemental	5
Répondre à l'urgence en responsabilité	5
Protéger tous les citoyens durant le confinement	6
Préserver le tissu social et économique : la solidarité départementale en acte	8
Une reconnaissance encore tronquée par l'État pour les personnels d'accompagnement	10
I. LA SOLIDARITÉ HUMAINE D'ABORD – L'ACTION SOCIALE DES DÉPARTEMENTS	12
1.1 Accès au droit et accompagnement vers l'emploi : premiers jalons d'un futur service public départemental de l'action sociale et de l'insertion	12
1.2 Protéger l'enfance, accompagner et sécuriser les familles dans la parentalité	15
1.3 Concourir aux conditions de la quiétude : l'action des Départements sur le logement	17
1.4 Des solutions solidaires pour l'autonomie des personnes	19
1.4.1 <i>Mieux vivre avec son handicap : un défi permanent pour les Départements</i>	19
1.4.2 <i>Anticiper la perte d'autonomie et bien vieillir</i>	21
II. LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE : INVESTIR DANS LES LEVIERS DE LA RÉSILIENCE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE	24
2.1 Le Département : le bon échelon pour une transition écologique de proximité	24
2.2 Réinventer les transports de demain	28
2.3 Les Départements en résistance : comment contrer le « déménagement des territoires »	30
2.4 Les Départements : ambassadeurs de leur territoire	33
III. LE DÉPARTEMENT : LABORATOIRE DE L'ÉGALITÉ ET DU COMMUN	34
3.1 Renforcer l'égalité et l'implication citoyenne de la jeunesse de France	34
3.2 Une offre culturelle, sportive et associative pour chacun et pour tous	38
3.3 Des Départements engagés à faire de l'égalité femme/homme une réalité	40
3.4 Construire de nouvelles réponses face aux enjeux de demain : la démarche prospective des Départements solidaires	41

LA CRISE SANITAIRE : démonstration de la solidité du modèle départemental

Face à la crise sanitaire et les conséquences sociales et économiques du confinement, les Départements ont déployé un arsenal de mesures adaptées au territoire pour assurer la continuité des services publics, maintenir le lien avec les citoyens les plus fragiles et protéger des secteurs oubliés par les aides étatiques. Aux côtés des élus communaux et des citoyens, le Département s'est vu conforté dans son rôle de solidarité.

En effet, de nombreuses actions innovantes et courageuses ont été mises en place par les Départements pour soutenir nos concitoyens, le tissu économique, social et associatif dans le contexte de l'épidémie mondiale de la Covid-19. En voici quelques exemples :

Répondre à l'urgence en responsabilité

Mise à disposition des laboratoires vétérinaires ou des laboratoires publics d'analyses

tel que le Département de l'Ariège (09) qui a signé, dès l'autorisation préfectorale qui a quelque peu tardée, une convention avec le laboratoire Bio d'Oc à Foix des laboratoires d'analyses médicales de Pamiers et Saint-Girons et avec le laboratoire d'analyse du centre hospitalier des vallées d'Ariège pour effectuer des tests virologiques (dits PCR) de dépistage de la Covid-19. L'Union des forces des laboratoires sous forme de GIP pour effectuer des tests virologiques est engagée par les Départements du Gers, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne.

Dans la totalité des départements, fourniture de masques et d'équipements individuels de protection

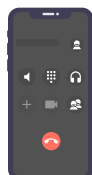
Pour les salariés des Ehpad, des établissements accueillants des personnes en situation de handicap, des maisons d'enfants à caractère social ainsi qu'aux services d'aide à domicile tout en accompagnant la générosité d'entreprises ou de particuliers. Ainsi, en Haute-Saône (70), l'association Handy Up, association membre de l'Unapei, fournira en un temps record près de **50.000 masques** pour le département.

**50.000 MASQUES
POUR LA HAUTE-SAÔNE**



Programme d'appels téléphoniques auprès des publics fragiles

**10.000 APPELS
EN ARDÈCHE**



Ainsi, en Ardèche (07), près de **10.000 appels** ont été passés par le Département dans les quinze premiers jours du confinement afin de repérer les situations d'isolement social et géographique et d'identifier les difficultés suite au confinement.

Mobilisation des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)

dans le Gers (32) pour la distribution des masques ou le financement de véhicules dédiés aux médecins sapeurs-pompiers intervenant à la demande du SAMU.

Production de gel hydro-alcoolique via les laboratoires départementaux d'analyse en Loire-Atlantique (44), en Lozère (48)

Mise à disposition des locaux des Départements

En Ariège (09) le Département offre des locaux pour l'installation de services de télémédecine. Dans le Pas-de-Calais (62), le Département mobilise son patrimoine immobilier et sollicite des bailleurs sociaux afin d'héberger des personnels soignants à proximité des hôpitaux.

Protéger tous les citoyens durant le confinement

Aides spécifiques au paiement des loyers

Mises en place en Loire-Atlantique (44). Devant la chute de l'activités et malgré les mesures de chômage partiel entérinées par le gouvernement, de nombreux foyers n'étaient plus en mesure de payer leur logement. En Haute Garonne (31), les règles d'attribution du Fonds de Solidarité au Logement (FSL) ont été assouplies pour permettre à un plus grand nombre de personnes de se maintenir dans leur logement.



Aides de première nécessité

L'exemple girondin (33) a été particulièrement massif et complet : aide supplémentaire exceptionnelle à destination de la Banque Alimentaire à hauteur de 25 000 euros, maintien du traitement et du versement des aides accordées à la Caisse d'Aide aux Personnes en Difficulté (CAPED) soit 1,5 millions d'euros. Distribution de bons alimentaires d'une valeur unitaire de 8 euros pour la prise en charge des dépenses d'alimentation et de produits d'hygiène de première nécessité. 300 repas minimum par jour pour les personnes sans domicile fixe par la cuisine du collège Édouard Vaillant de Bordeaux. 720 paniers suspendus de produits frais et locaux d'une valeur de 20 € distribués à des associations d'aides alimentaires, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de la Gironde. Soutien exceptionnel de 700 000 euros à 39 épiceries sociales et solidaires. En Haute-Garonne (31), le Département a également créé **des bons solidaires d'une valeur pouvant aller de 150 à 300 euros selon les revenus**. Ces chèques de paiement permettent à leurs bénéficiaires d'effectuer des achats alimentaires et d'hygiène.

Mise en place de numéros verts d'information sur des publics cibles tels que les personnes en situation de handicap

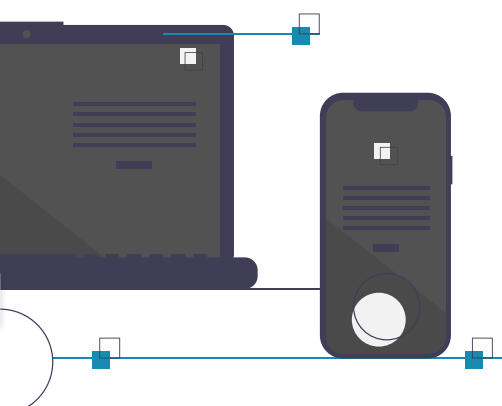


Dans les Landes (40), création de la « **Communauté 360 Covid** » (7/7) pour apporter des réponses aussi bien liées aux soins, à l'aspect psychologique, aux besoins d'accueil en établissement, l'accès à l'emploi, à la scolarité, etc...

Assurer la sécurité des personnes fragiles et notamment des femmes

À Paris (75) et en Seine-Saint-Denis (93), les Départements financent des chambres d'hôtel ou de places d'hébergement d'urgence pour éloigner les conjoints violents. Le Gard (30) met en place un observatoire départemental des violences faites aux femmes. Le Finistère (29) ouvre un foyer spécifique pour les jeunes en rupture familiale liée au confinement.

Assurer la continuité pédagogique



En intensifiant les programmes de dons de tablettes numériques, d'ordinateurs ou encore de mini-box 4G comme dans les Pyrénées-Orientales (66) afin que l'ensemble des collégiens que les Départements qui en ont la charge puissent accéder aux cours en visioconférence et lutter efficacement contre la fracture numérique.

Préserver le tissu social et économique : la solidarité départementale en acte

Permettre le cumul du RSA avec ses revenus issus de travaux saisonniers

En Meurthe-et-Moselle (54) tout comme dans les Landes (40), le Département permet aux allocataires du RSA de cumuler l'allocation avec ses revenus issus de travaux saisonniers dans les secteurs agricole et viticole afin de soutenir la filière tout en boostant l'emploi local.

Soutien aux agriculteurs

En améliorant leur visibilité par la création d'un « drive fermier » numérique en Dordogne (24), en lien avec la Chambre d'agriculture et le réseau des boutiques de producteurs, afin de proposer des commandes en ligne de produits alimentaires locaux. : ledriveperigord.com. La Guadeloupe (971) réduit de 50% des loyers 2020 des agriculteurs installés sur le foncier départemental.

Un plan de relance pour le bâtiment

En Loire-Atlantique (44) pour deux ans en direction du secteur de 21 millions d'euros 1 ou 2 ans en plus des budgets déjà à votés. En Ariège (09), le Département à travers la création un Fonds départemental de l'Action locale (FDAL), doté de plus de 2 millions d'euros, a permis d'engager près de 15 millions d'euros dans des travaux ou des achats d'équipements. Cette expérience confirme l'effet multiplicateur du Département en matière économique.



Un fonds d'aides de 3,5 millions d'euros pour les artisans , commerçants et auto-entrepreneurs

en Haute-Garonne (31) afin d'accompagner les personnes ayant subi une perte de revenus professionnels du fait de la crise. A ce jour, le Conseil départemental a soutenu près de 800 personnes. Cette aide, allouée sous la forme d'une aide à la personne, est comprise entre 500 € et 1 500 €, sur la base d'une enquête sociale réalisée par les services départementaux.

Maintien des subventions aux associations

malgré le report ou l'annulation des manifestations. Des fonds de soutien sont également créés en direction des artistes et des associations culturelles comme en Guadeloupe (971). Les Landes (40) ont lancé un appel à projets solidaires doté de 100.000 euros qui s'adresse aux associations qui veulent s'engager dans la lutte contre l'isolement des personnes vulnérables. Le Gers (32) quant-à lui lançait un « Plan Marshall départemental » à destination des associations mais aussi des communes.



Création d'un fonds d'urgence à destination des entreprises TPE-PME en Guyane (973)

Mise en place de prêts à taux 0 par la Martinique (972)

L'exonération de certaines taxes pour les entreprises

dans le Val-de-Marne (94) l'exonération de certaines taxes pour les entreprises, comme les redevances d'occupation ou la taxe additionnelle à la taxe de séjour, a été décidée pour aider les entreprises à passer le cap et ce alors que les finances de la collectivité sont affaiblies par le confinement.



Plan de soutien au tourisme

Pour limiter l'impact économique de la crise sanitaire comme en Lot-et-Garonne (47) qui y consacre un budget de 350.000 euros.



**350.000 EUROS
POUR LE TOURISME
EN LOT-ET-GARONNE**

Stimuler et accompagner l'entraide entre les citoyens

Dans l'Hérault (34) mise en place d'une plateforme numérique herault.fr/solidaires34 regroupant des centaines d'associations et de bénévoles pour rendre des services de proximité et du quotidien, de la livraison de courses aux petits travaux de bricolage. En Lozère (48), l'opération « 1 masque pour chaque Lozérien », réalisée avec les couturières et couturiers volontaires du département, a permis la distribution de kit de protection individuelle sur l'ensemble du territoire.



Une reconnaissance encore tronquée par l'État pour les personnels d'accompagnement

Des primes exceptionnelles ont été attribuées aux femmes et aux hommes des services d'aides à domicile (SAAD)

Devant le recul de l'Etat à assumer ses responsabilités, l'octroi de cette prime légitime a été diversement appliquée par les départements. En Meurthe-et-Moselle (54) ou à Paris (75), elle atteint la somme de 1500 €. 1000 € en Ille-et-Vilaine (53), 750 € dans les Landes (40), 460 € dans le Lot (46). Si l'Etat concède aujourd'hui à en financer la moitié – ce qui est toujours contraire à ses engagements, cette nouvelle défausse sur les Départements a provoqué une rupture d'égalité manifeste.

Complément exceptionnel à l'indemnité d'entretien

accordé aux assistants familiaux dans les Pyrénées-Orientales (66).

Prime pouvant aller jusqu'à 500 euros versée aux professionnels de l'enfance

En Haute-Garonne (31), une prime pouvant aller jusqu'à 500 euros a également été versée aux 1 700 professionnels de l'enfance travaillant dans les établissements et services autorisés de la Protection de l'Enfance du Département.



LA SOLIDARITÉ HUMAINE D'ABORD – L'ACTION SOCIALE DES DÉPARTEMENTS

L'insertion sociale et professionnelle est au cœur des missions assurées par les Départements. Les Départements de gauche sont pleinement engagés dans la structuration d'un véritable service public de l'insertion de tous les citoyens à chaque étape de leur vie. Forte de son expertise dans l'accompagnement socio-professionnel, la collectivité départementale est en capacité d'offrir des parcours d'insertion dynamiques et adaptés à la diversité des profils.

Les Départements de gauche contre vents et marées libérales demeurent les garants du modèle social français tout en innovant en permanence en direction des jeunes, des personnes en situation de handicap, des allocataires du RSA, de l'ensemble des citoyens ayant besoin d'un accompagnement personnalisé vers le logement et vers l'emploi.

Les politiques d'insertion sociales sont un investissement d'avenir indispensable mais aussi un puissant levier de développement local comme le déploiement de l'économie sociale et solidaire (ESS) ou encore l'expérimentation territoire zéro chômeur, initiée sous le quinquennat précédent le démontre avec force. Contre le discours culpabilisateur de l'assistanat généralisé, les Départements de gauche défendent une tout autre vision de l'aide sociale tournée vers l'émancipation et la nécessaire solidarité qui fonde notre contrat social.

Les Départements, aux côtés des missions locales et de l'ensemble des acteurs de l'insertion, prendront part à cette lutte sans merci contre la privation d'emploi.

1.1 Accès au droit et accompagnement vers l'emploi : premiers jalons d'un futur service public départemental de l'action sociale et de l'insertion

L'accès aux droits, pilier de l'action sociale des Départements

Beaucoup ont renforcé cet accès en proposant un nouveau portail dématérialisé comme le Finistère (29) avec le site infosociale.fr ou encore en améliorant l'orientation des citoyens grâce à un accueil social universel en Loire-Atlantique (44).

C'est possible !

Certains Départements ont même enrichi l'accès aux droits de nouvelles prestations. C'est le cas de la Nièvre (58) avec « Nièvre Santé » qui propose en partenariat avec la mutuelle MOS une complémentaire santé solidaire pour celles et ceux qui ne bénéficient pas de mutuelle et disposent de revenus faibles.

Acteur primordial de l'insertion par l'activité économique (IAE)

Les Départements concourent à la recherche d'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi. Ils financent ainsi de nombreux chantiers d'insertion. Chaque année, dans l'Aude (11), c'est près de 400 allocataires du RSA qui bénéficient de ce type de formation. Les Départements se saisissent également du levier des clauses d'insertion dans la commande publique pour trouver de nouveaux débouchés comme les Hautes-Pyrénées (65) avec son programme Solid'action65.

La gauche innove pour les territoires

Un outil innovant : le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Insertion 70 développé par la Haute-Saône (70) et qui prend en charge les allocataires du RSA. Après un diagnostic de la situation du demandeur d'emploi, un plan d'action est validé dans un contrat d'engagement. Deux leviers sont actionnés : un pack mobilité (aides pour la voiture, le covoiturage, la garde d'enfants) et la formation professionnelle qui permet un rapide retour à l'emploi.

Expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée

L'exemple nivernais financé et accompagné par le Département (58) est une vraie réussite. L'entreprise à but d'emploi (EBE) de Prémery compte aujourd'hui près d'une centaine de salariés répartis dans 7 secteurs d'activités : maraîchage ; bucheronnage ; atelier motoculture (réparation du matériel de jardinage) ; une recyclerie ; conciergerie (petits services d'aide à domicile) ; forge et menuiserie ; événementiel.

« Cuisine mode d'emploi(s) »

En Haute-Vienne (87), le Département a mis à disposition un établissement scolaire durant la saison estivale pour accueillir le programme « Cuisine mode d'emploi(s) » initié par le chef étoilé Thierry Marx à destination des demandeurs d'emploi sans qualification en vue d'obtenir un certificat professionnel de commis de cuisine.

Le + de l'Ardèche

Opération « Un permis pour l'emploi » en Ardèche (07) qui permet aux jeunes de 14 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'obtention du permis de conduire. Pour en bénéficier, il faut être porteur d'un projet socio-professionnel accompagné par une mission locale ardéchoise.

Une « Job Académie »

Une « Job Académie » a été créée en Loire Atlantique (44). Elle permet à des allocataires du RSA volontaires d'être « coachés » par des entreprises et des professionnels membres du réseau FACE 44. Dans la même veine, **Job47 mis en place dans le Lot-et-Garonne (47)** renouvelle l'approche de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en adoptant une démarche client, adaptée aux besoins du territoire. Pour exemple, les « **Plombiers du numérique** » visent l'accès à l'emploi de jeunes de moins de 30 ans inscrits au RSA dans un secteur en tension (câblage numérique) par une formation courte, opérationnelle avec une alternance soutenue en entreprise et des emplois à l'issue.

Zoom sur...

Le développement des tiers-lieux est également une des solutions bien identifiées par les Départements pour l'emploi. Ainsi, le Lot-et-Garonne (47) a mis en place un outil territorial innovant « Campus Numérique 47 » conçu comme un incubateur de start-up où l'on peut accéder à des services de formation comme de médiation numérique.

Répondre à l'illectronisme

La Gironde (33) finance des chèques APTIC pour permettre à des personnes éloignées de l'outil numérique de payer totalement ou partiellement les services d'accompagnement numérique. L'expérimentation des permanences numériques réalisée aux Portes du Médoc devrait progressivement s'étendre sur l'ensemble du territoire girondin. De plus, le Département soutient les initiatives locales en faveur d'un numérique inclusif.

Inclusion numérique

Dans le cadre de la **valorisation de sa stratégie d'inclusion numérique**, la Dordogne (24) a ouvert la plateforme **demarches.dordogne.fr**, première expérience à l'échelle nationale d'une plateforme réunissant l'ensemble des démarches offertes par un Département et les collectivités. Pour faciliter son appropriation, le Département accorde une attention particulière à l'accompagnement physique des usagers (expérimentations d'accueil en CMS, bus du numérique etc...) et déploie une offre de formation spécifique dédiée aux aidants.

1.2 Protéger l'enfance, accompagner et sécuriser les familles dans la parentalité

Les Départements protègent les citoyens à tous les stades de la vie et notamment les familles. Pour exemple, le service de protection maternelle et infantile (PMI) est en charge de l'organisation des consultations et d'actions de prévention médico-sociale en faveur des femmes enceintes et des enfants de moins de six mois. Ils fournissent un véritable accompagnement à la parentalité et sécurisent les jeunes parents comme les enfants à ce moment crucial de la vie.

Par ailleurs, dans le prolongement de ce rôle social prééminent pour les familles, les Départements assurent également l'aide sociale à l'enfance (ASE) chargé de conduire des actions de soutien en direction des mineurs en danger ou en grande difficulté sociale.

Parce que 26% des personnes sans domicile fixe sont issus de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), parce que ces enfants aux parcours chaotiques ont 5 fois moins de chance de préparer le baccalauréat, les Départements de gauche, qui conservent chevillés à leurs convictions les principes d'égalité et de fraternité, doivent montrer la voie en matière d'accompagnement vers l'indépendance de ces enfants de la République.

Dispositif d'accueil d'urgence pour les enfants

Création d'Evora par le Département du Finistère (29), **dispositif d'accueil d'urgence pour les enfants** à Quimper. Cette équipe mobile d'intervention 24/7/365 évalue dans l'urgence la situation d'un enfant et la pertinence d'un placement.

C'est possible !

Création de places d'accueil en crèche et auprès d'assistantes maternelles pour permettre aux parents et notamment aux mères de reprendre une activité professionnelle. En Seine-Saint-Denis (93), depuis 2015, plus de 1700 places ont été créées tout en soutenant le développement de Maisons des assistantes maternelles (MAM). Celle-ci sont passées de 7 à 26. Ces espaces permettent de réunir jusqu'à 4 professionnelles dans un lieu autre que leur domicile avec les enfants qu'elles accueillent soit 16 par MAM maximum. De son côté, Paris (75) a créé plus de 5000 places de crèches depuis 2014 et décroche ainsi la première place en matière d'accueil de la petite enfance.

Mise à l'abri des femmes enceintes et des mères isolées

Un dispositif de mise à l'abri des femmes enceintes et des mères isolées avec enfants de moins de trois ans sans domicile fixe créée en Haute-Garonne (31) ou encore en Loire-Atlantique (44).

« **Un toit pour elles** » lancé par la Seine-Saint-Denis (93) a permis de reloger **122 femmes victimes de violences conjugales**. Le Département a soutenu également de la Maison des femmes, à Saint-Denis, un lieu unique en France qui propose des consultations dédiées aux violences, viols, mutilations génitales ou incestes.

RELOGER 122 FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES



Plateforme de géolocalisation d'assistantes maternelles agréées

Création d'une plateforme de géolocalisation d'assistantes maternelles agréées par le Département des Landes (40). Un outil pratique au service des parents.

Le + du Finistère (29)

Le programme « Petits pas grands pas » imaginé par le Département du Finistère (29) avec l'Agence des nouvelles interventions sociales et de santé (ANISS) et l'Université de psychologie de Québec à Montréal, visant à **lutter contre les inégalités présentes dès la naissance**, développer les partenariats de santé, à faire évoluer l'offre de service de la PMI en s'adaptant aux besoins des familles les plus vulnérables.

Centre gratuit d'information

Dans les Alpes-de-Haute-Provence (04), certains centres médico-sociaux du Département disposent aussi d'un Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CeGIDD), ouvert à tous, quel que soit l'âge. Lors de permanences et sur rendez-vous, les infirmières et médecins informent, assurent le dépistage de toutes les infections sexuellement transmissibles, mettent en œuvre des traitements, gratuitement et en toute confidentialité.

Avant 3 ans, pas d'écrans !

Via les PMI de Seine-Saint-Denis (93) et le relais de campagnes de prévention les parents sont alertés sur les dangers liés aux écrans. Un enfant de moins de 3 ans a besoin de communiquer avec les autres, d'observer le monde qui l'entoure et de jouer. Passer du temps devant un écran peut perturber son développement et son apprentissage du langage.

Séjours de vacances à haute valeur ajoutée

En Dordogne (24), des séjours de vacances à haute valeur ajoutée en termes d'offre d'activités culturelles, sportives et environnementales sont dédiés aux enfants et jeunes pris en charge dans le cadre de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Organisée en régie et en partenariat avec les fédérations d'éducation populaire, l'initiative - appelée à être pérennisée - a été mise en place pendant la crise sanitaire, en particulier pour permettre aux familles d'accueil de disposer d'un répit. Déploiement de parcours artistiques dans les MECS qui visent à rendre l'art et les pratiques artistiques accessibles dans ces établissements.

La gauche innove pour les territoires

La « cellule Mineurs Non Accompagnés » dispositif innovant de Loire-Atlantique (44) est ouvert aux familles d'accueil une fois opérées l'évaluation de la minorité du jeune et le transfert de la tutelle au conseil départemental. Il est conçu comme un parrainage assuré par ces familles d'accueil, ouvert soit durant les périodes de fin de semaine, ou à temps plein.

Accompagner les jeunes majeurs issus de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). La Loire-Atlantique (44) a développé un plan d'accompagnement à l'autonomie des jeunes majeurs sortant de la protection de l'enfance. Il se décline en 4 axes structurant pour le jeune et ce jusqu'à 25 ans afin d'enrayer le cercle vicieux de l'exclusion sociale : l'accès au logement, le « droit à l'expérimentation » en lui permettant d'être de nouveau pris en charge en cas d'échec, favoriser l'entraide et accompagner les jeunes parents.

1.3 Concourir aux conditions de la quiétude : l'action des Départements sur le logement

Le « logement d'abord » est un préalable défendu par tous les Départements de gauche pour accompagner les publics fragiles vers l'insertion sociale. Si le logement demeure une compétence de l'État, la mise en œuvre de cette politique repose sur les collectivités territoriales.

Les Départements de gauche y contribuent fortement en complétant les financements de l'État, et en coordonnant les actions au niveau local tout en veillant au développement cohérent sur le territoire d'un habitat de qualité. Pour conserver la mixité sociale et réduire les inégalités, les efforts sont concentrés prioritairement en direction des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées et des ménages les plus modestes.

Les Départements participent grandement à la production et à la réhabilitation du parc locatif social

Le Département d'Ille-et-Vilaine (35) aide financièrement la construction de nouvelles opérations de logements sociaux, il soutient les bailleurs qui achètent des biens ou les reconstruisent pour les transformer en logements sociaux. Question d'équilibre et de solidarité, il adapte sa participation financière en fonction du profil du territoire : nombre d'habitants, tension du marché, niveau d'équipement.

Se rapprocher des citoyens par la création de Maisons des Solidarités (MDS) supplémentaires

En Haute-Garonne (31), 7 MDS ont été construites passant ainsi leur nombre de 23 à 30, auxquelles s'ajoutent leurs annexes, soit **90 lieux d'accueil** du public afin de mieux mailler l'ensemble du territoire.



**90 LIEUX D'ACCUEIL
EN HAUTE-GARONNE**

La gauche innove pour les territoires

Associer propriétaires et locataires dans une démarche solidaire. En Gironde (33), le Département, en partenariat avec Bordeaux Métropole et les agences immobilières, a ouvert la plateforme « Louer clé en main ». Ce dispositif offre aux propriétaires des aides financières (déductions fiscales jusqu'à 85% des revenus locatifs, aides aux travaux) et un suivi administratif individualisé en échange de la mise en location de leur bien, à un loyer abordable, permettant à des familles modestes d'accéder à des biens immobiliers.

L'habitat collectif pour favoriser l'insertion sociale

Les Fabrika'Toit, à la Réole en Gironde (33), est un projet d'habitat collectif, locatif et participatif, à l'initiative d'un groupe d'habitants « Les Babayagas de la Réole ». Onze logements individuels et des espaces communs (buanderie, atelier de bricolage, terrasse, cuisine, jardin, etc.) sont proposés à des personnes vivant seules, et ce afin de créer du lien social.

C'est possible !

Création d'**Atlantique Accession Solidaire** en Loire Atlantique (44), qui permet de réduire le prix d'achat des logements et d'encadrer les prix de vente et de revente. Le Département de Loire-Atlantique, Nantes Métropole, la Carène et 14 opérateurs sociaux se sont associés pour créer un organisme de foncier solidaire. Un nouvel outil pour réduire le prix d'achat, en dissociant la propriété des murs de celle du terrain, et encadrer les prix de vente et de revente sur le très long terme. Objectif : permettre aux ménages modestes d'acheter un logement en Loire-Atlantique.

Zoom sur...

Lutte contre la précarité énergétique et ainsi améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

De nombreux Départements ont mis en place des structures d'accompagnement à la rénovation énergétique. Les Départements de Haute-Garonne (31), du Gard (30) ou encore de la Nièvre (58) financent des **aides à la réalisation de travaux de rénovation énergétique** et à la création d'un service local d'intervention pour la maîtrise des énergies permettant de **bénéficier gratuitement d'un diagnostic socio-technique du logement**, de conseils en éco-gestes et d'une orientation vers le partenaire adapté dans l'objectif de mieux maîtriser la consommation d'énergies.

Repérer les publics en situation de précarité énergétique

En amont, la Gironde (33) a lancé une expérimentation pour repérer les publics en situation de précarité énergétique et les diriger vers des dispositifs d'aides grâce au « capteur Bon'Air », outil permettant de détecter des taux d'humidité supérieur à 65%.

Sensibiliser les citoyens aux déperditions d'énergie

La Lozère (48) organise des « balades thermographiques » pour sensibiliser les citoyens aux déperditions d'énergie.

Dispositif « Pass-Eau »

Le dispositif « Pass-Eau » impulsé par le Département de la Haute-Vienne (87) a pour objectif de soutenir financièrement les personnes aux ressources modestes et leur permettre d'accéder à une fourniture minimum en eau potable. Avec un quotient familial d'éligibilité supérieur de 10% aux plafonds du Fonds de solidarité logement, plusieurs familles qui n'avaient jamais bénéficié d'aides financières, peuvent ainsi prétendre à ce nouveau dispositif pouvant aller jusqu'à 160 € par an et par foyer.

Le + du Tarn (81)

Dans le Tarn (81), le Département invite les citoyens à stopper l'usage de produits d'entretien contenant des **perturbateurs endocriniens** au moyen d'un guide « Ma maison sans perturbateurs endocriniens ».

1.4 Des solutions solidaires pour l'autonomie des personnes

Confirmés dans leur rôle social à l'égard des personnes âgées et/ou en situation de handicap, les Départements de gauche s'engagent à créer un service public du maintien à domicile et de prise en charge du handicap avant même la loi sur la dépendance annoncée depuis bientôt 5 ans en vain.

Au regard du vieillissement de la population, il est devenu plus qu'urgent d'offrir de nouvelles solutions à nos anciens déjà très éprouvés par les mesures de confinement. Le mandat précédent a permis d'expérimenter des innovations qui fonctionnent et qui doivent être massifiées sur l'ensemble du territoire tel que l'hébergement inclusif, collectif, intergénérationnel ou encore des « EHPAD sur-mesure » adapté à une même maladie dégénérative comme Alzheimer.

Ce type de solutions qui permet de réconcilier autonomie et dépendance répond à une demande exprimée aussi bien des bénéficiaires que des familles qui y voient une meilleure prise en compte de la personne et de ses souhaits. Ainsi donc, les Départements de gauche s'engagent à développer un nouveau service public centré autour de la personne dépendante et des aidants qui sont, au même titre que les soignants, essentiels à la vie en bonne santé physique et psychologique.

1.4.1 Mieux vivre avec son handicap : un défi permanent pour les Départements

Aides financières complémentaires pour réaliser des travaux d'adaptation de logements

Proposées dans le Département de la Loire-Atlantique (44) : pose de monte-escalier, aménagement de sanitaires, construction d'une nouvelle pièce en rez-de-chaussée...



Zoom sur...

Favoriser le lien social des personnes en situation de handicap grâce aux « Maisons collectives » en Gironde (33), seul département identifié et reconnu par la Direction générale de la cohésion sociale et la Caisse nationale de solidarité d'autonomie, comme territoire témoin de ce dispositif innovant. Chaque personne met en commun sa prestation de compensation du handicap (PCH) pour permettre le fonctionnement de la maison avec plusieurs auxiliaires de vie dont l'amplitude horaire s'en trouve ainsi élargie.

Création du premier réseau social du handicap

En Gironde (33), « Mobalib », qui vise à créer une communauté et des outils numériques pour faciliter la vie quotidienne des personnes en situation de handicap.

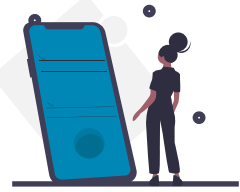
La gauche innove pour les territoires

Création d'une plateforme d'insertion des jeunes en situation de handicap à Brest par le Département du Finistère (29). Ce service innovant baptisé « TREMLIN » dispose de 44 places, en foyers de vie, accueil de jour et accompagnement à la vie sociale, pour des jeunes de plus de 20 ans, présentant un handicap mental ou souffrant de troubles de l'autisme. L'objectif est de proposer à ces jeunes de construire leurs projets de vie, en les familiarisant avec les changements marquants liés à l'âge adulte : droits et devoirs, citoyenneté, accès au travail, vie affective et sexuelle, vie quotidienne et gestion du budget...

Service de téléassistance

Mis en place en Loire-Atlantique (44). Le Département gère un service de téléassistance 7j/7 et 24h/24 qui apporte assistance et réconfort. Par simple appui sur un médaillon, la personne est mise en relation avec le centre d'écoute, sans décrocher son téléphone.

UN SERVICE DE TÉLÉASSISTANCE 7J/7 ET 24H/24 QUI APORTE ASSISTANCE ET RÉCONFORT.



Prise en charge du transport scolaire des élèves en situation de handicap



1200 ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP, DOMICILIÉS DANS LE DÉPARTEMENT.

La Haute-Garonne (31) finance les frais de transport de plus de 1200 élèves et étudiants en situation de handicap, domiciliés dans le département.

Le + du 93

Gratuité des transports en commun avec la carte Améthyste créée en Seine-Saint-Denis (93). Elle permet de voyager gratuitement sur l'ensemble du réseau francilien à raison de 120 déplacements par an.

Mise à disposition gratuite du logiciel Acceo

Pour l'accueil des personnes sourdes, malentendantes et aphasiques dans le Val-de-Marne (94).

Le Comité départemental handisport (CDH)

La Nièvre (58) affine 16 clubs ou associations, afin de permettre à des personnes en situation de handicap de pratiquer une discipline sportive.

Promouvoir le « masque inclusif » comme alternative pour les personnes en situation de handicap

Ce masque expérimenté par le Département du Gers (32) qui se présente avec une partie transparente anti-buée, facilite la lecture labiale et permet de renforcer les relations humaines en rendant visible les expressions du visage contrairement au masque classique. S'adressant en particulier à l'entourage des personnes en situation de handicap, ce masque permet une meilleure compréhension visuelle et auditive de tous.



1.4.2 Anticiper la perte d'autonomie et bien vieillir

Mise en place d'un accompagnement spécialisé pour nos aînés

Grâce aux « Espaces personnes âgées » créés par le Département du Lot (46). Ils regroupent un coordinateur gérontologique, un travailleur social chargé de l'évaluation de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) en se rendant au domicile de la personne âgée, ainsi qu'une secrétaire. En contact direct avec les Lotois, cette équipe facilite la synergie de tous les acteurs au service des seniors (professionnels, services d'aide à domicile, centre communal ou intercommunal d'action sociale, établissements d'accueil...).

Permettre le maintien à domicile

Grâce à l'accueil familial chez un particulier agréé. Un accueil au sein de familles agréées est possible en Gironde (33), pour toutes personnes âgées de plus de 60 ans et toutes personnes handicapées âgées d'au moins 20 ans, qui ne souhaitent pas ou ne peuvent plus vivre à leur domicile et qui ne veulent pas non plus d'un hébergement collectif. Ces personnes disposent d'une chambre individuelle et partagent la vie et les activités de la famille tout en bénéficiant d'une aide personnalisée.

C'est possible !

Développer l'habitat inclusif. Les « Maisons en partage » développées par le Département du Gard (30) font figure de référence pour maintenir l'autonomie des personnes âgées en situation de handicap dans un logement individuel, adapté et accessible. Le label « Maison en Partage » est porté par le Département, en partenariat avec les communes, bailleurs sociaux et associations. Programme destiné à être amplifié, on compte désormais 10 Maisons en partage sur l'ensemble du territoire.

Zoom sur

L'AIDOTEC portée par le Département du Pas-de-Calais (62) afin de recycler ou réutiliser les matériels médicaux à destination des personnes âgées si coûteux pour les familles et indispensables au maintien à domicile. En proposant une large gamme d'aides techniques et d'accessoires, AIDOTEC contribue ainsi à l'autonomie des personnes âgées et/ou en situation de handicap en permettant le maintien à domicile, le déplacement des usagers et plus généralement en apportant plus de confort dans leur vie quotidienne.

La gauche innove pour les territoires

Dans les Landes (40), création du « **Village Landais Alzheimer** » destiné à la prise en charge des personnes atteintes de maladies neurodégénératives. Celui-ci développe un accompagnement centré sur la personne et des approches non médicamenteuses, portées par une attitude et des activités thérapeutiques permettant de préserver au mieux les capacités cognitives et pratiques des résidents.

Accueil conjoint pour personnes âgées et leurs enfants adultes handicapés

Création inédite d'un accueil conjoint pour personnes âgées et leurs enfants adultes handicapés en Gironde (33). L'objectif de cet EHPAD-Foyer occupationnel et d'hébergement Bossège à Saint-Laurent-Médoc, géré par l'ADGESSA (Association pour le développement et la gestion des équipements sociaux, médico-sociaux et sanitaires) est d'apporter, au-delà de l'hébergement, un soutien social et éducatif à la personne handicapée, tout en maintenant ou en restaurant le lien social avec sa famille, ses proches et l'environnement extérieur.

Création des Haltes-répits

En Haute-Garonne (31). Ces structures intermédiaires permettent de prendre le relai des aidants dont le rôle quotidien auprès des personnes âgées dépendantes est fondamental. En s'engageant début 2015 à aider les aidants et leurs proches, le Département de la Haute-Garonne a anticipé la reconnaissance, par la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015, du droit au répit. Depuis 2016, le Département accompagne 9 haltes-répits essaimées sur l'ensemble du territoire

Incitation à la vigilance collective

grâce à la signature de la charte Monalisa par la Seine-Saint-Denis (93) invitant tout citoyen à se soucier de la personne âgée qui ne fait pas de bruit et, à devenir ainsi un acteur de la solidarité.

Une plateforme d'entraide pour les aidants

hapy.entraidonsnous.fr, a été mise en place par le Département des Hautes-Pyrénées (65) complétant un dispositif d'accompagnement : un guide des aidants, une ligne téléphonique « Allo j'aide un proche » qui permet un soutien psychologique 7j/7.

Favoriser le transport des personnes âgées

En proposant un forfait de transport en commun réduit à 25 euros par an comme le Val-de-Marne (94) pour les retraités non-imposables ou encore la création d'un pass Navigo Senior 94 à moins 50% pour tous les retraités imposables avant d'être pris en exemple par la Région Ile-de-France.

Proposer des réductions et des avantages

Pour toutes sortes de loisirs et d'activités sportives, culturelles et citoyennes dans le département de Seine-Saint-Denis (93) grâce à la carte Ikaria.

Le + du 24

Opération « Séniors faites du sport » en Dordogne (24) où le Département a noué des partenariats avec les comités sportifs et les professionnels du 3ème âge pour offrir à ce public une démarche de bien-être et de santé physique et psychologique par la pratique sportive.

Le Raid Périgord adapté, organisé par le Département en lien avec le Comité départemental handisport et le Comité départemental de sport adapté, valorise l'ambition fédératrice et inclusive du sport.



LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE : INVESTIR DANS LES LEVIERS DE LA RÉSILIENCE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE

Proche des territoires et acteur incontournable de l'ingénierie publique, c'est-à-dire l'art de monter des projets d'investissement et de financement, le Département a démontré sa capacité à être un facilitateur des projets locaux et notamment dans le domaine de la transition écologique, des transports et de l'aménagement du territoire.

La connaissance fine du territoire dans toute sa diversité place les Départements à la confluence des enjeux et leur offre une expertise sociale, technique et environnementale indispensable à la bonne marche d'un projet d'aménagement et au développement du territoire.

2.1 Le Département : le bon échelon pour une transition écologique de proximité

Les Départements de gauche sont tous engagés dans la transition écologique et solidaire. Ils interviennent en faveur d'un aménagement durable des territoires, de l'amélioration du cadre de vie et de la préservation de l'environnement.

Ses différentes missions ont pour objectifs d'accompagner les collectivités locales dans la gestion et l'évolution de leur territoire et de protéger le patrimoine naturel départemental grâce aux espaces naturels sensibles (ENS).

Acteurs de la transformation écologique grâce au levier agricole, les Départements de gauche sont fortement impliqués dans la démarche agro-écologique et dans les circuits courts afin de concilier les intérêts économiques et écologiques du territoire. La lutte contre le changement climatique passe en premier lieu par le local, les départements sont le bon échelon pour coordonner ce combat qui doit dorénavant s'intégrer dans l'ensemble des politiques publiques menées.

La gauche innove pour les territoires

L'alimentation, un levier de transition écologique et de développement majeur.

Le Lot-et-Garonne (47) fait figure de précurseur avec son programme « **Du 47 dans nos assiettes** » qui garantit que 100 % des produits frais servis dans les restaurants des collèges sont d'origine locale. La restauration collective, assurée par le Département auprès des collèges, est ainsi devenue un nouvel outil de développement territorial et de sensibilisation environnementale : achats de proximité, création d'emplois non-délocalisables, qualité de l'alimentation, intérêt pour l'origine des denrées et leur mode de production, valorisation des emplois de cuisiniers, diminution drastique du gaspillage alimentaire. **Le lancement du site www.du47dansnosassiettes.fr permet aujourd'hui à tous les acteurs du territoire et les habitants de s'approvisionner localement.** L'extension de cette initiative à la restauration dans les écoles primaires, dans les EHPAD et à d'autres départements comme la Gironde (33) démontre le succès de cette innovation qui pourrait être érigée en modèle national.

Offrir de nouveaux débouchés aux agriculteurs et favoriser les circuits courts

Comme de nombreux départements, grâce à la plateforme Agrilocal11.fr, le Département de l'Aude (11) met en relation de manière simple, directe et gratuite, les agriculteurs, éleveurs ou artisans des métiers de bouche audois avec les acheteurs de la restauration collective.

Agrocampus

À la pointe de l'innovation, les Landes (40) a créé son Agrocampus en 2019 dans la continuité du technopôle Agrolandes. C'est un lieu unique de formation et de recherche dans des domaines précurseurs : l'agriculture numérique, l'industrie alimentaire et la bio source. Cette pépinière d'entreprises favorise l'émergence de nouvelles filières de production et de valorisation, et permet de mettre en place de nouveaux services aux entreprises dans les domaines de l'agro-industrie, de la bioénergie ou encore de la chimie verte.

C'est possible !

Viser l'excellence alimentaire. En Dordogne (24), la **labellisation « 100% bio de France » de deux collèges du département**, à Belvès et à Montpon-Ménestrol, a été validée par l'organisme Ecocert en 2019 et 2020 pour la première fois en France, et ce, pour un coût supplémentaire de seulement 10 centimes d'euro par repas. Cette transition s'appuie sur trois fondamentaux : l'équilibre nutritionnel, des produits bio et locaux et une démarche environnementale.

Impulser la transition agro-écologique

Accompagnement des agriculteurs en Haute-Garonne (31) par la création d'un réseau des 28 conseillers agroenvironnement. Objectifs de ce réseau, amplifier la gestion économe de l'eau, la protection des sols, la limitation des pesticides et le développement de l'agriculture bio. En Gironde (33), **100% des aides du Département sont accordées aux agriculteurs et agricultrices bio ou en transition. 120 000 euros d'aides à la conversion « zéro herbicide » ont été accordés à 43 viticulteurs.**

**120 000 EUROS D'AIDES
À LA CONVERSION
« ZÉRO HERBICIDE »**



Le + du 44

Lutter contre l'artificialisation des sols et préserver le foncier agricole. La Loire-Atlantique (44) a ainsi sanctuarisé 24 520 hectares pour l'usage agricole et la plus grande parcelle connue en France, ce trouve au nord de la métropole nantaise.

Réduire le morcellement de la forêt

La Haute-Saône (70) favorise le regroupement des petites propriétés privées et les acquisitions communales. En réduisant le morcellement de la forêt, le Département entend faciliter la gestion de la ressource bois pour une meilleure mise en valeur et une meilleure exploitation. **C'est pourquoi le Département a développé une plateforme numérique spécifique de mise en relation des propriétaires et des acquéreurs de parcelles boisées : forestiere.haute-saone.fr.**

Zoom sur...

Renaturer les espaces urbains pour capter le carbone rafraîchir les villes et améliorer le cadre de vie. Le Plan Canopée adopté par la Seine-Saint-Denis (93) en juin 2020 vise à **renforcer la place de l'arbre en ville** afin de rendre un quotidien plus agréable et accélérer la transition écologique pour les 10 années à venir. Le Département s'engage à planter plus, mais aussi planter mieux et, ainsi, pérenniser le patrimoine arboré existant. Face aux défis climatiques et écologiques, l'arbre représente une solution globale en milieu urbain et un symbole d'avenir pour les générations futures.

En Haute-Garonne (31), un programme d'actions sur le thème « plantons les arbres de demain » est en cours de réalisation. Le Département a aidé les agriculteurs à implanter plus de 1000km de haies arborées. Agir pour la reconquête de la biodiversité se traduit également en Haute Garonne (31) par le classement de plus de 1000 hectares en Espaces Naturels Sensibles (ENS) et pour la création d'un Conservatoire des Zones Humides.

Une application web en Dordogne (24) pour sensibiliser à la richesse de la biodiversité locale. Dans le cadre de la Maison numérique de la Biodiversité, projet inédit à l'échelle nationale, le Département a développé **l'application "BioMétéo"**. Celle-ci permet, tout en consultant la météo, de faire connaissance avec des espèces végétales et animales observées en Dordogne, de consulter l'évolution des niveaux des rivières et des nappes ou de s'informer sur la qualité de l'air.

L'exemplarité départementale en matière d'énergies renouvelables

Le Département de Gironde (33) a fait en sorte que la totalité de son patrimoine soit approvisionnée en électricité issue à 100% d'énergies renouvelables produites en France (hydro-électricité, photovoltaïque et éolien). Les travaux de rénovation et de réhabilitation intègrent ces nouvelles exigences environnementales y compris dans la gestion de l'eau notamment dans les collèges du département : réutilisation des eaux pluviales (ex : pour alimenter les toilettes), optimisation des réseaux et mise en place de matériels de réduction d'eau préservant cette ressource. Ces actions ont permis de réduire de 36% la consommation d'eau.



Favoriser l'autoconsommation énergétique

Énormément de projets locaux fourmillent dans de nombreux départements. Pour exemple, en Ardèche (07), le Département et le syndicat départemental des énergies ont mené un **projet d'investissement citoyen en autoconsommation partagée à partir de l'énergie solaire**. Il s'agit de la construction de trois centrales photovoltaïques, deux sur toitures et une sur route.

Mobiliser le foncier des friches industrielles urbaines et rurales et proposer une reconversion pérenne

Dans les Landes (40), le Département a financé, dans le cadre de son budget participatif pour reconvertir la friche industrielle de Garaude à Moustey, la création d'une recyclerie-ressourcerie, avec des ateliers participatifs de réparation de meubles, petit électroménager et informatique, afin de sensibiliser à la protection de l'environnement et aux gestes écocitoyens.

Pratiquer la co-construction de projets de transition écologique et rapprocher les citoyens de la décision publique

En Ardèche (07), le Département a entrepris une démarche participative massive en direction des habitants, avec une plateforme numérique dédiée (L'Ardèche en transition) afin de fédérer l'ensemble du territoire dans la réalisation de son Contrat de Transition Écologique à horizon 2030 (CTE). **Dans une démarche identique, le Gard (30) a lancé un prix des initiatives pour une transition écologique et solidaire** à destination des associations afin de mobiliser les forces vives du territoire.

Sensibiliser les habitants à l'enjeu écologique

L'Hérault (34) a réalisé une opération innovante en matière de prévention des déchets et la lutte contre la prolifération des produits plastiques. Ainsi, 23 « poissons gloutons », structures de métal ludiques élaborées en partenariat avec une ESAT, installés sur les bords de mer et dans les communes de l'arrière-pays pour collecter les déchets plastiques. Plus de 800 m³ de plastiques ont ainsi été collectés et orientés vers le centre de tri. **Cette action de sensibilisation est complétée par une opération « grand nettoyage des routes » départementales (4600 km) assurée chaque année par les agents routiers et volontaires du Département.**

Prévoir les risques climatiques par l'aménagement du territoire

En plus de veiller au bon fonctionnement des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), dans l'Aude (11), le Département met en place un bassin écrêteur de crues afin d'enrayer les risques d'inondations de plus en plus fréquents.

2.2 Réinventer les transports de demain

Forts du premier réseau routier national, les Départements sont des acteurs incontournables pour réinventer nos modes de déplacement, réduire notre empreinte carbone et faire de la route un espace mieux partagé entre les usagers.

Ainsi les Départements de gauche s'engagent à prendre en compte systématiquement la dimension des voies cyclables dans les travaux d'aménagement routier, à créer un maillage de bornes de recharges électriques sur l'ensemble du territoire départemental, à réserver des voies dédiées aux transports en commun et au covoiturage et à multiplier des itinéraires cyclables à valeur touristique.

Ces aménagements devront être accompagnés par de nouveaux outils numériques aussi bien à destination des touristes que des habitants pour faciliter leurs déplacements sur le territoire départemental tout en promouvant des alternatives réelles à l'autosolisme.

Renforcer la sécurité routière

La Loire Atlantique (44), pour assurer la visibilité des collégiens, leur fournit 17 000 couvre-sacs jaunes. **Des campagnes de sensibilisation ont été lancées pour lutter contre la vitesse et les SMS au volant.**



Zoom sur...

Expérimenter des revêtements routiers innovants issus de l'économie circulaire.

La Gironde (33) a proposé un procédé réutilisant des résidus de l'industrie papetière en substitution du bitume sur plusieurs kilomètres de voirie. Cette opération a été récompensée aux trophées de l'ingénierie territoriale.

Entretenir et valoriser le patrimoine routier remarquable

Quand l'entretien des routes départementales rejoint l'attraction touristique. La Haute-Vienne (87) a ainsi entrepris la réfection du pont du Dognon, le bow-string le plus célèbre en Limousin, labellisé Patrimoine du XXème siècle.

Promotion des mobilités douces

Pour nombre de départements, ce mandat a été celui de l'explosion de l'usage du vélo et autres moyens de locomotion électrique. En Seine-Saint-Denis (93), le nombre de kilomètres de voies cyclables a été doublé en 5 ans.

La gauche innove dans les territoires

En Ardèche (07), on compte plus de 6500 km d'itinéraires cyclables sont disponibles. Plus de 200 km de surlargeurs aménagés le long des routes départementales propices au vélo. À noter : la Dolce Via reliant La Voulte à Saint-Agrève et Lamastre sur 90km sacrée meilleure « véloroute de l'année 2020 » au Salon du Vélo d'Utrecht aux Pays-Bas.

C'est possible !

La Haute-Garonne (31) œuvre pour une véritable conversion au vélo. Le Département a décidé en 2019 de réaliser **5 axes structurants de Réseaux Express Vélo (REVe)** au sud et à l'ouest de Toulouse (Muretain et Sicoval), d'ici 2024-2025. Ces 42 km de voies sécurisées permettront de doubler la part modale du vélo (aujourd'hui inférieure à 3 %).

En Loire-Atlantique (44), un service départemental de location de vélos électriques, opérationnel à l'automne 2020 dans 4 intercommunalités

Offrir des alternatives à l'autosolisme et développer la voiture électrique

En Lozère (48), le Département déploie un réseau d'une quarantaine de bornes de recharge tout en aménageant 21 aires de covoiturage.

Le + du 46

Dans le Lot (46), le Département a créé une aide à l'achat de véhicules électriques ou hybrides pour tous les Lotois.

Le Département du Finistère (29) est chef de file du service en ligne de covoiturage de proximité (Bretagne et Loire-Atlantique) Ouestgo avec un groupement de collectivités.

L'autostop organisé

Un nouvel axe pour l'autopartage : **l'autostop organisé**. L'Ardèche (07) a lancé une expérimentation dans la vallée de l'Eyrieux pour structurer cette nouvelle solution de déplacement grâce à des arrêts prédéfinis et facilement identifiables par les conducteurs. Une cinquantaine de panneaux ont été installés à des endroits stratégiques, où les véhicules peuvent s'arrêter en sécurité.



L'application « Balades 54 »

En Meurthe et Moselle (54), le Département a créé l'application « Balades 54 » à télécharger sur smartphone. Elle permet de définir son itinéraire par type (marche, cyclisme) ou par thématique (faune & flore, patrimoine & histoire, ...). Idéal pour découvrir le territoire départemental et se déplacer à vélo.

Reconversion écologique d'anciennes voies ferrées

La Lozère (48) a ainsi réaménagé la ligne ferroviaire désaffectée depuis 50 ans en voie verte des Cévennes.

2.3 Les Départements en résistance : comment contrer le « déménagement des territoires » ?

Nous croyons qu'il faut dépasser la différence entre départements ruraux et urbains qui est inopérante. Chaque département connaît quelle que soit sa situation géographique une part de ruralité.

Tout l'enjeu réside dans la capacité d'engranger une dynamique de complémentarité entre les territoires urbains et ruraux. Sortir de la logique de compétition territoriale qui stigmatise pour garantir l'équilibre et l'égalité entre les bassins de vie. Les départements sont un échelon de proximité, répondant aux réalités du territoire. Ils permettent d'assurer chaque jour des services publics sur l'intégralité de leur territoire afin de répondre aux besoins sociaux, associatifs, culturels et économiques. Ce sont tous les stades de la vie et tous les types de territoires qui sont couverts et accompagnés par les politiques départementales.

Les départements sont les seuls acteurs à pouvoir assurer une juste répartition des services publics sur leur territoire en évitant les doublons inutiles et les carences inacceptables. Aussi, par son ingénierie, ses ressources humaines, le Département accompagne les communes et les intercommunalités dans leurs projets structurants le territoire.

Les Départements de gauche ont conservé un rôle central en matière d'aménagement du territoire par le déploiement du Très Haut Débit qui est en voie d'achèvement, la réalisation de grands projets comme la construction de collèges, le financement de l'économie sociale et solidaire, et le maintien d'une offre de services publics et d'accès aux soins.



Un rôle d'ingénierie prépondérant au service des collectivités du territoire

Faciliter l'information des élus locaux et des collectivités. Le guide de l'ingénierie publique conçu par le Département d'Ille-et-Vilaine (35) fait aujourd'hui référence en matière de clarté et de lisibilité des process.

Stimuler l'innovation territoriale

Le Pas-de-Calais (62) a créé « **Ingénierie 62** », un réseau de partenaires publics au service des collectivités, mobilisés pour favoriser l'émergence de projets, encourager les investissements, optimiser la dépense et renforcer l'action publique. Son champ d'intervention est l'accompagnement des projets dans les domaines de l'aménagement et du développement territorial et humain : urbanisme, développement durable, mobilité, réseaux, énergie, économie, sport, culture, santé, solidarités, etc.

La gauche innove dans les territoires

Inventer des outils au service du territoire et de l'emploi local en agissant sur la commande publique. L'Aude (11) et de nombreux autres départements ont mis en place des portails web tels que marchespublic.aude.fr. Ils simplifient les procédures et permettent de connaître en quelques clics tous les appels d'offres en cours. Grâce à la nouvelle Charte de la commande publique initiée par la Haute-Garonne (31), 75 % des investissements du Conseil départemental bénéficient aujourd'hui à des entreprises locales.

Soutenir l'activité par l'investissement

Pour exemple, en Haute Garonne (31), le Département développe une politique d'investissement importante avec des chantiers de voirie colossaux (36 millions d'euros). Il injecte aussi jusqu'en 2024, plus de 320 millions pour la construction de collèges. De la même façon, la Gironde (33) investit **plus d'un demi-milliard d'euros** dans la création de 12 nouveaux collèges et dans la réhabilitation de 10 collèges.

C'est possible !

Lutter contre la désertification médicale et maintenir une offre de médecine générale en milieu rural. En Lozère (48), comme dans de nombreux départements ruraux, le Département a adopté une stratégie spécifique pour organiser l'offre de soins et attirer de nouveaux médecins. Création d'un Conseil départemental de démographie médicale qui regroupe tous les acteurs : conseils de l'ordre, DRH des hôpitaux, ARS, CCSS. Renforcement de l'attraction du territoire à destination des étudiants en médecine, incitations financières et fiscales (bourses en contrepartie d'un engagement à exercer pendant au moins 5 ans en Lozère).

En Dordogne (24), le Département rémunère directement des médecins pour pallier le manque. En libérant les médecins du travail administratif, le Département redonne de l'attractivité à l'installation tout en créant une maison départementale de santé. Le Lot-et-Garonne (47) par le biais de sa Commission départementale de la démographie médicale (Coddem) se dote d'une charte de non-concurrence territoriale pour apaiser les tensions occasionnées par la raréfaction de l'offre de soins. Tandis que la Seine-Saint-Denis (93) met en place un bus de vaccination contre la grippe pour se rapprocher au plus près des publics fragiles.

Maintien d'une offre de services publics en zone rurale

Les départements au travers des schémas départementaux d'accessibilité des services au public contribuent à l'égal accès aux services publics comme privés sur l'ensemble du territoire.



Utiliser le levier de l'économie sociale et solidaire pour maintenir les commerces de proximité

Pour exemple, le Département d'Ille-et-Vilaine (35) s'appuie sur le milieu associatif et des incubateurs d'entreprises solidaires comme Tag 35 propulseur d'entrepreneuriat collectif pour accompagner les projets d'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire, innovation sociale, développement durable. C'est aussi le choix de la Guadeloupe (971) qui intensifie ses partenariats avec les structures de l'ESS en finançant des aides au démarrage et à l'investissement des opérateurs détenteurs de l'agrément ESUS.

Participation au capital des Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)

La Seine-Saint-Denis entre au capital de 26 SCIC stratégiques pour le territoire dans des secteurs très différents allant de la culture à la petite enfance, en passant par l'insertion, la formation, la restauration, l'habitat ou la santé. Le Département assure la pérennité des structures, le développement du territoire et complète son action en prenant appui sur les énergies locales.

Utiliser le levier du financement participatif

L'Ardèche (07) a mis en place une plateforme de crowdfunding <https://projet-participatif.ardèche.fr> qui recense les projets solidaires et d'investissement citoyen sur le territoire, permettant aux habitants de réaliser des dons ou des prêts afin d'offrir aux porteurs de nouvelles opportunités de financement et ainsi développer le territoire.

Zoom sur...

Déploiement de la fibre optique pour un accès universel au numérique tout en développant des programmes contre l'illettrisme numérique, l'illectronisme. Tous les Départements ont lancé des grands chantiers d'installation au moyen d'Appels à manifestation d'engagements locaux (AMEL) auprès des opérateurs privés afin de couvrir à 100% en haut et très haut débit leur territoire. Les Départements sont attentifs au raccordement des zones moins denses souvent méprisées par les opérateurs.

Ainsi, en Gironde (33), le Département a lancé **le Plan Gironde Haut Méga** visant à desservir la totalité du territoire girondin en Très Haut Débit. Porté par le syndicat mixte Gironde Numérique, il vise à réduire les disparités entre zones rurales et zones urbaines, assurer l'équité entre citoyens et zones géographiques, développer les services publics de proximité, renforcer l'attractivité des territoires et soutenir une économie locale performante. **Le plan d'urgence 2016-2017 de 3,2 millions d'euros a permis d'équiper plus de 10.000 foyers et entreprises sur 39 communes pour traiter prioritairement les débits les plus saturés. Une deuxième phase a débuté dès 2018 et durera 6 ans.**

Ancrer la démocratie participative dans l'action publique locale

Depuis 2015, le Conseil départemental de Haute-Garonne (31) a inscrit la démocratie participative au cœur de son action publique, ambition régulièrement récompensée par le Trophée de la participation et de la concertation. En 5 ans, ce n'est pas moins de 20.000 habitants du Département qui ont été amenés à participer aux décisions dans tous les domaines de l'action départementale : environnement, transports, culture, éducation, social... Ces concertations ont permis notamment de co-construire le plan d'amélioration de la mixité sociale dans les collèges, d'instaurer une gestion concertée et durable de la ressource en eau, d'élaborer le plan d'aménagement des aires de covoiturage en Haute-Garonne, ou encore d'élaborer la charte de la commande publique.

Le + du 47

Donner la voix aux citoyens dans la politique d'aménagement et répondre aux aspirations démocratiques. En Lot-et-Garonne (47), le Département a mis sur pied un Conseil consultatif citoyen formé par des habitants tirés au sort. Chargé de donner son avis sur les dossiers menés par le Conseil départemental, il formule également des propositions et étudie les projets déposés dans le cadre du Budget participatif citoyen et du Droit d'initiative citoyenne.

Solidarité des Départements à l'internationale

Depuis 2020, dans le Département de Loire-Atlantique (44) la politique de solidarité internationale s'est élargie à une nouvelle coopération décentralisée avec le Bénin, en lien avec des associations du département. Parce qu'il importe de secourir celles et ceux qui sont en danger en mer, le Département a donné 500 000 € en 2019 à SOS Méditerranée, qui intervient pour secourir les migrants traversant la mer jusqu'en Europe.

2.4 Les Départements, ambassadeurs de leur territoire :

Plus que jamais, à l'heure de la crise sanitaire, les Départements de gauche rivalisent d'inventivité pour promouvoir le tourisme et soutenir ce secteur en tension. Améliorer la visibilité du territoire, renforcer son attractivité et offrir les conditions logistiques et d'accueil constituent un enjeu de développement majeur.

Contribuer au rayonnement du territoire offre la possibilité d'accueillir de nouvelles activités économiques et culturelles qui permettent in fine l'installation pérenne de nouvelles populations. Les Départements de gauche en sont bien conscients et misent sur le cadre de vie, les spécificités de leur terroir et le maintien des services publics mais aussi de services marchands essentiels.

Zoom sur...

Promouvoir l'image et l'identité du territoire pour attirer touristes et nouveaux arrivants.

De nombreux départements ruraux tentent d'élaborer des stratégies de communication habiles pour inviter les urbains à franchir le pas de l'installation et ainsi lutter contre la déprise démographique. C'est le cas du Lot (46) avec le lancement de la marque **Oh My Lot !** qui offre une structuration, un parcours d'accueil et un réseau de référents accueil, des actions de prospection et de valorisation des offres d'emploi, la mise en place d'un réseau d'ambassadeurs ainsi qu'une campagne estivale « et si vous restiez ? » et enfin, la création du site choisirlelot.fr. L'opération **« Souriez, vous respirez en Haute-Vienne »** (87) défend les mêmes objectifs. Le Département de Haute-Saône (70) développe quant à lui, avec **« My Haute-Saône »** le même concept mais plus axé sur l'attractivité touristique.

En Lozère (48), le Département a créé un « Pass Lozère » qui propose 52 réductions auprès de prestataires touristiques, bons plans et autres réductions.

La gauche innove dans les territoires

Développement de l'oénotourisme. L'Hérault (34) a développé une marque nommée « Cenorandos » labellisée par la Fédération Française de Randonnée. L'idée est d'allier activités sportives, découvertes des paysages et dégustations des vins locaux. Le Département a créé l'« Énotour 515 km de route pour encercler les routes des vins sur 6 territoires labellisés Vignobles et Découvertes, et proposer une offre touristique originale récompensée par le Guide du Routard.

C'est possible !

La gauche innove pour Aménager, renforcer l'attractivité touristique. De nombreux exemples à travers les départements. Le nouveau domaine de Bayssan dans l'Hérault (34) dédié à la nature méditerranéenne, la création d'un Center Parcs en Lot-et-Garonne (47), la passerelle sur le lac de Saint-Pardoux dans la Haute-Vienne (87), la rénovation des ports de pêche et plaisance dans le Finistère (29), etc.

Le + du 66

Dans les Pyrénées-Orientales (66), lancement du site rando66.fr rando VTT, rando pédestre ou itinérante – tous les instruments, cartes interactives pour préparer au mieux sa randonnée pour les passionnés comme pour les amateurs.

Des bons-vacances pour doper le tourisme local

Les Landes (40) ont ainsi développé en 2020 les bons-vacances « Landissimes » d'une valeur de 150 euros proposés aux vacanciers pour un séjour de loisirs. Cette opération, qui vise à dynamiser les réservations et à soutenir la consommation par effet de levier dans les différents domaines de la filière touristique, est soutenue par un dispositif de communication de portée nationale.

LE DÉPARTEMENT : LABORATOIRE DE L'ÉGALITÉ ET DU COMMUN

Collectivité indispensable à la cohésion des territoires, le Département développe une véritable identité culturelle, solidaire et égalitaire en proposant des programmes humanistes et universalistes. Le Département s'affirme ainsi en tant que creuset républicain et laboratoire de la fraternité de demain à l'heure où les fractures ne cessent de s'amplifier.

Une nouvelle fois par l'innovation sociale et par la connaissance fine du territoire, le Département apporte des solutions d'avenir à une société fragilisée.

3.1 Renforcer l'égalité et l'implication citoyenne de la jeunesse de France

Les établissements d'enseignement jouent un rôle primordial dans la construction de notre jeunesse. Responsables de la gestion des collèges du territoire, les Départements de gauche mènent une politique volontariste de lutte contre les inégalités scolaires bien souvent le décalque des inégalités sociales, aujourd'hui amplifiées par la crise sanitaire.

Offrir un environnement de travail englobant culture, éducation à la citoyenneté et apprentissage des fondamentaux aux élèves est aussi un enjeu leur permettant de se positionner comme citoyen à part entière, afin qu'ils s'impliquent durablement au travers de démarches citoyennes.

Au-delà de la construction, de la rénovation ou encore de la mise en accessibilité des collèges, les Départements ont une action globale en matière de jeunesse

Le + du 33 et du 93

Permettre aux enfants et adolescents qui n'y ont pas accès de partir en vacances. Ainsi, le Département de la Gironde (33) est partenaire de **ColoSolidaire, qui propose des places de séjours à tarifs solidaires**, en lui apportant son soutien stratégique et financier. De la même façon, grâce au **dispositif Jeunes Odysée** quelques 6.000 collégiens de la Seine-Saint-Denis (93) partent en voyage scolaire vers des destinations plus ou moins lointaines, des plages de Normandie à l'Islande et jusqu'au Brésil.

Faire découvrir l'océan

grâce à une propriété du Département de la Haute-Vienne (87) non loin de Royan. Le centre de vacances Adrien-Roche de Meschers en Charente-Maritime accueille chaque été quelque 250 jeunes Haut-Viennois.



C'est possible !

Avec « **Mon parcours collègue** », une politique éducative forte a été conduite en Loire-Atlantique (44) auprès de 74 000 collégiens. La collectivité départementale développe ainsi des **contrats de soutien à l'autonomie des jeunes**, qui offre un accompagnement et éventuellement un soutien financier pour celles et ceux ne pouvant plus compter sur la solidarité de leur famille.

En partenariat étroit avec l'Inspection académique et les acteurs socio-économiques locaux, Le Lot-et-Garonne (47) soutient fortement les actions culturelles et éducatives conduites par les enseignants à travers une « **Convention éducative** » : 123 itinéraires permettent aux enseignants et aux élèves de construire les parcours artistique et culturel, d'avenir, de santé et de citoyenneté obligatoires pour l'obtention du Brevet des collèges.

Soutien à l'achat de fournitures scolaires

Des livres ou du matériel informatique grâce au « Chèque réussite » d'une valeur de 200 euros proposé aux collégiens entrant en 6ème par le Département de Seine-Saint-Denis (93).



Lutter contre la fracture numérique

Le Lot (46) a mis en place l'Opération « OrdiLot » afin de **doter les collégiens d'un ordinateur portable** grâce à une aide allouée par le Département en fonction du Quotient Familial des familles.

Renforcer l'information des jeunes par le biais d'une application mobile « Go31 »

Créée par la Haute-Garonne (31) afin de faciliter l'accès à l'information et l'expression (recherche de logement, d'emploi, stages, permis de conduire, lieux à l'écoute des jeunes, échanges de bonnes pratiques, dépôt des projets en ligne, information culturelle, sportive ou sociale de proximité, numéros d'urgence, tchat, etc.).

Action de sensibilisation aux enjeux écologiques par l'opération « 1 collègue, 1 potager »

En Gironde (33). Ce projet permet à la communauté éducative de créer un potager, de consommer sa production et de découvrir l'univers professionnel du maraichage dans une logique d'autoproduction alimentaire. De son côté, la Lozère (42) s'est plus concentrée sur les économies d'énergie.

Éducation à la sexualité et à la contraception, à l'égalité femme/homme

Sensibilisation des 11.000 collégiens finistériens (29) à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'égalité femme/homme.

La gauche innove dans les territoires

Parcours laïque et citoyen mis en place par la Haute-Garonne (31) en partenariat avec l'Education nationale pour les collégiens de la 6ème à la 3ème. Aujourd'hui plus que jamais nécessaire le Parcours Laïque et Citoyen propose plus de 200 actions portées par plus de 160 partenaires associatifs. Pour en bénéficier, il suffit de se connecter au système de réservation des actions en ligne via le site du département ou l'ENT. Ce dispositif inédit est entièrement financé par le Conseil départemental.

Des outils de prévention et d'insertion spécifiques aux jeunes à l'égard des jeunes

La Gironde (33) propose aux jeunes de moins de 26 ans, vivant en milieu rural, sans emploi, sans études et formation (NEET) de réaliser des missions d'intérêt général, pendant 7 mois, dans le cadre d'un service civique. Ou encore la création d'un Contrat d'Accompagnement Personnalisé (Cap'J) qui doit permettre à tous les jeunes girondins et girondines âgés de 18 à 25 ans de construire les premières bases stables préalables à tout travail d'insertion sociale et professionnelle et éviter l'errance.



Lutter contre le décrochage scolaire

La Seine-Saint-Denis (93) renforce son dispositif « Accompagnement des Collégiens Temporairement Exclus » (ACTE) qui s'adresse à l'ensemble des collégiens en situation d'exclusion temporaire de leur établissement en leur proposant un suivi personnalisé et encadré pour assurer un retour scolaire dans les meilleures conditions.

Inciter les jeunes à monter un projet individuel ou collectif

Pour favoriser l'engagement des jeunes, encourager les pratiques culturelles, sportives ou scientifiques ou favoriser l'ouverture de l'Europe. C'est ce que fait la Lozère (48) avec le « Challenge jeunes » organisé depuis 3 ans. Les lauréats obtiennent une bourse plafonnée à 3 000 €, remise par le Département.

Favoriser la poursuite d'études supérieures

Dans cet objectif, la Dordogne (24) a mis en place des dispositifs de soutien financier aux familles (prêts d'honneur) et oeuvre également au développement de l'offre de formation sur son territoire qui ne dispose que d'une antenne universitaire (maîtrise d'ouvrage du Campus Périgord, participation au déploiement de nouvelles offres de formation, comme la PASS ou la Licence pro Big Data, etc...).

Pass à l'international

Créé par la Nièvre (58) pour soutenir une quarantaine de jeunes du département en vue d'un stage, d'un projet humanitaire, universitaire ou professionnel à l'étranger.

Zoom sur...

Inviter les jeunes à s'exprimer et à s'engager dans des programmes participatifs pour devenir acteur des territoires. En Ardèche (07), **le projet AJIR – Ardèche, Jeunesse, Innovation, Ruralité** – propose ainsi aux Ardéchois de 11 à 30 ans de présenter chaque année de nouvelles politiques publiques et des projets à hauteur de 300.000 euros par an. Cet appel à la jeunesse se retrouve dans de nombreux territoires et notamment en Dordogne (24) où le budget participatif annuel, est doté de 1 million d'euros, dont 10% est consacré à la **réalisation de projets élaborés par des jeunes de moins de 20 ans.**

Renouveler la démocratie participative en s'adaptant aux nouvelles générations. **L'Aude (11) a refondu en 2016 par la création du Conseil départemental des jeunes sur un modèle très ouvert.** Une approche inédite puisqu'il n'y a pas d'assemblée, ni de scrutin, pas de mandat, ni de nombre prédéfini de participants allant de 16 à 25 ans.

Coup de pouce aux formations BAFA et BAFD

Dans le Département du Pas-de-Calais (62) se traduit pour les jeunes de 17 à 25 ans par un chèque de 150 à 200 euros pour aider à financer la session de formation BAFA en internat et BAFD (internat et externat).

3.2 Une offre culturelle, sportive et associative pour chacun et pour tous

Les Départements assument les missions de développement de l'enseignement artistique ainsi que le soutien aux associations sportives. Ils soutiennent de nombreux projets artistiques portés par les associations et les collectivités du territoire. Leurs appuis seraient insuffisants s'ils ne s'accompagnaient pas d'une mise en réseau, d'une recherche de complémentarité et de mutualisation des initiatives locales.

Les Départements de gauche mesurent l'importance du temps libre pour nos concitoyens, par leur politiques et projets ils accompagnent durablement des projets créant du lien entre les habitants, les partenaires associatifs et les communes.

Favoriser l'accès à la culture et aux équipements sportifs des jeunes

La Nièvre (58) a ainsi créé la carte « J'Box 58 » aujourd'hui fusionnée avec la e-Carte Avantage Jeunes promue par la Région Bourgogne-Franche-Comté dont l'offre s'étend à l'ensemble du territoire : bons d'achat dans les librairies et autres commerces partenaires, abonnement gratuit dans les bibliothèques, tarifs réduits pour des places de théâtres, l'accès à des salles de sport, abonnement à un Fab Lab, réduction du coût du billet transport, etc. De la même façon, la Lozère (48) fournit des « Pass'jeunesse » en complétant l'offre par un dispositif de lutte contre le harcèlement.

La gauche innove dans les territoires

Un « chèque-passerelle » de 50 euros proposé aux collégiens et apprentis boursiers par le Département de l'Aude (11) afin de s'inscrire à un cours de théâtre, de danse, de musique ou de sports. Les Landes (40) offre également un « **chèque sport** » **identique pour tous les élèves de 6ème s'inscrivant dans un club sportif ou dans une association sportive scolaire**. Un deuxième « chèque sport » réduit de moitié peut même être demandé pour une seconde licence.

Unique en Europe, la création d'un Pôle de référence inclusif sportif métropolitain

Le Prisme – verra le jour en 2023 au stade départemental de La Motte, à Bobigny dans la perspective des Jeux Olympiques 2024. Cet équipement sportif est conçu pour faciliter l'accueil de tous, qu'ils ou elles soient valides, en situation de handicap, sportifs de haut niveau ou amateurs.

C'est possible !

Le label « Sport et handicaps » créé par le Département des Landes (40) reconnaît les lieux de pratiques, l'encadrement, les structures pour accueillir les personnes en situation de handicap souhaitant pratiquer régulièrement une activité physique et sportive de compétition ou de loisirs. Dix professionnels qualifiés œuvrent dans ce domaine, en assurant un travail de partenariat permanent avec les services de l'État, de la Région, du Département et des divers mouvements sportifs et associatifs.

Le + du 81

Le Label « Terre de Jeux 2024 » en vue des Jeux Olympiques et Paralympiques pour lequel le Département du Tarn (81) a candidaté à été retenu pour être centre de préparation olympique. Cette sélection garantit au territoire des retombées économiques non-négligeables tout en renforçant la visibilité et la passion sportive des habitants d'un territoire très bien doté en équipements.

Un guide « organiser une manifestation sportive durable »

a été réalisé en Loire-Atlantique (44) pour les organisateurs extérieurs. Une **charte de développement durable de l'animation sportive départementale** a également été lancée avec l'association « Supporterre » (recyclerie sportive et sensibilisation à l'écologie).

Accompagner le mouvement associatif

Le Département de Lot-et-Garonne (47) a mis en ligne un site internet lecoindesassos.lotetgaronne.fr qui se veut un espace d'échanges et d'entraides entre les associations bénévoles.

Promouvoir les liens intergénérationnels par le sport

En Gironde (33), l'opération Temps Libre Multisport permet aux adultes et aux séniors de pratiquer une activité sportive dans une quarantaine de structures. L'objectif est triple : maintenir le dynamisme physique, lutter contre le désœuvrement et l'isolement et favoriser la mixité intergénérationnelle ainsi que conforter l'emploi sportif. Chaque année, plus de 4 000 personnes suivent ce dispositif.

Développer l'implantation de bibliothèques

En Gironde (33), Biblio.gironde accompagne les Communautés de Communes et les Communes de moins de 10 000 habitants pour développer l'implantation de bibliothèques dans les territoires ruraux et périurbains. Les actions du Département sont multiples : aides aux projets de constructions ou d'extension, aides aux équipements informatiques et multimédia, soutien à l'emploi de bibliothécaires, archivistes et animateurs multimédia, développement d'actions culturelles, etc.

Soutien aux langues locales

Les Pyrénées-Orientales (66) ou encore le Finistère (29) contribuent au financement de l'enseignement des « langues » catalan et breton. Dans les Pyrénées-Orientales (66), près de 15% des élèves étudient aujourd'hui le catalan. La valorisation des dialectes locaux est également en Guyane (973) un critère d'éligibilité retenue par la collectivité territoriale pour l'obtention de subventions culturelles.

Zoom sur...

Rebondir sur l'élan de solidarité manifesté durant le confinement pour favoriser l'engagement citoyen. Le Département de Meurthe-et-Moselle (54) a créé une plateforme numérique dédiée *Place à l'engagement* qui accueille désormais 400 associations et plus de 440 bénévoles. Dans cette même démarche, la Nièvre (58) a créé « *Nièvre Solutions Solidaires* », un outil participatif et collaboratif, où l'engagement des citoyens est répertorié pour unir les volontés et contribuer ensemble à trouver des solutions.

3.3 Des Départements engagés à faire de l'égalité femme/homme une réalité

Les Départements de gauche ont confirmé ces dernières années leurs actions pour promouvoir l'égalité femme/homme dans l'ensemble de leurs politiques publiques en vue de déconstruire les préjugés et de faire respecter l'effectivité des droits des femmes.

Les Départements innovent sans cesse et œuvrent au quotidien pour gommer les inégalités liées au genre, chasser les stéréotypes et faire évoluer concrètement les mentalités.

La gauche innove dans les territoires Aude (11)

Véritable programme d'actions coordonnées déployé par le Département de l'Aude (11) articulant la création d'ateliers et de chantiers d'insertion facilitant l'accueil des femmes. Signature de la Charte contre les violences conjugales, promotion du sport féminin avec la première édition 2020 des Victoires audoises du sport féminin ou encore soutien aux associations féministes, etc.

Faire changer les mentalités au plus tôt

C'est le pari du Pas-de-Calais (62) qui avec la commission Égalité Filles-Garçons, constituée de 18 collégiennes et collégiens élu-e-s pour deux ans, travaillent sur la thématique : « Bien vivre ensemble au collège » et plus spécifiquement sur l'égalité filles-garçons. L'objectif est d'édifier un projet départemental à destination des 125 collèges du département afin de promouvoir l'égalité filles-garçons auprès de l'ensemble des 62.000 collégien-ne-s.

Zoom sur...

Le dispositif Jeunes contre le sexisme à l'intention des collégiens mis en place en Seine-Saint-Denis (93), Département pionnier en la matière. Le soutien de 100.000 euros investis en 2019 pour promouvoir la pratique sportive féminine et notamment la Coupe du monde féminine de football participent de la volonté du Département de lutter contre les stéréotypes.

C'est possible !

Agir contre les violences faites aux femmes.

L'ensemble des Départements se sont saisis de cette question trop longtemps délaissée. En Loire-Atlantique (44), le Département a mis en place en 2016 un **Observatoire départemental de lutte contre les violences faites aux femmes** afin de contribuer à une meilleure connaissance de la réalité des violences et soutenir les acteurs engagés dans la prévention et l'accompagnement des femmes et leurs enfants. **Dans les commissariats et les gendarmeries, 5 travailleurs sociaux** proposent aujourd'hui un accompagnement social aux personnes victimes de violences conjugales : 900 situations recensées en 2018.

Le + du 32

Engager la collectivité dans une démarche égalitaire. Le Gers (32) a ainsi signé la charte « **Réseaullement Égalité** » la traduction de la volonté des acteurs du territoire, services de l'État, collectivités locales, représentants du monde économique, partenaires sociaux, associations, citoyens de s'engager, dans leurs domaines de compétences, dans leurs sphères d'activités et entreprendre des actions concrètes en faveur d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes.

3.4 Construire de nouvelles réponses face aux enjeux de demain : la démarche prospective des Départements solidaires

Les Départements de gauche s'engagent à définir de nouveaux horizons pour affronter les défis qui les attendent. Fort de leur expérience en matière de propositions sociales novatrices, ils militent pour de nouveaux dispositifs.

Focus sur l'initiative d'un revenu de base universel

Le revenu de base est plus que jamais d'actualité et nécessaire à l'heure où notre pays connaît l'une des plus grande crise économique et sociale de son histoire, à l'heure où la pauvreté s'accroît et les inégalités sociales se creusent.

En décembre 2018, une proposition de loi d'expérimentation est déposée à l'Assemblée nationale pour un examen au 31 janvier 2019. Les discussions s'achèvent par une motion de rejet préalable initiée par les députés LREM et MODEM.

En avril 2020, 19 Présidentes et Présidents de Conseils départementaux lancent un nouvel appel au gouvernement pour se saisir de cet outil innovant pour enrayer le cercle vicieux à l'œuvre. Ils proposent alors d'instaurer un revenu de base sans contrepartie mais avec un accompagnement renforcé, automatique pour résoudre la problématique du non-recours aux droits, ouvert dès 18 ans pour lutter contre la précarité des plus jeunes, dégressif en fonction des revenus d'activité.

Certaines de ces mesures, comme la reconduction automatique des droits et la suspension des sanctions, ont d'ailleurs été mises en place en parallèle des mesures d'urgence sanitaire, preuve de leur pertinence, mais il s'agit ici de les pérenniser.

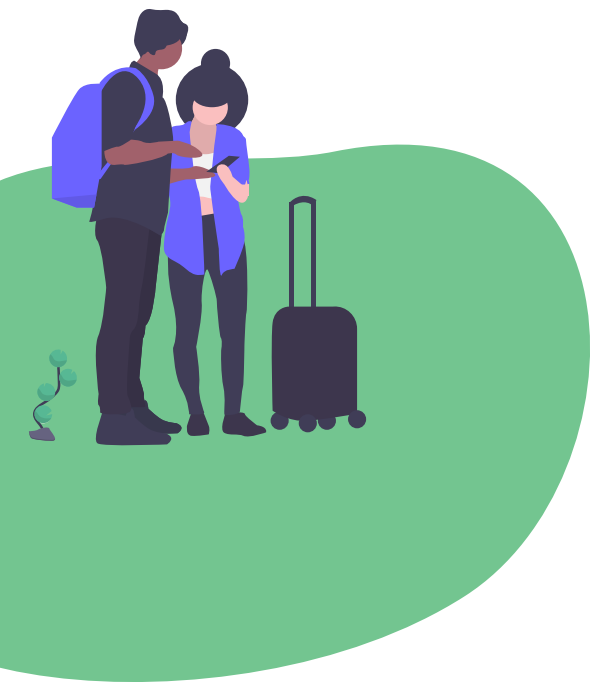
Les négociations pour instaurer un Revenu Universel d'Activité (RUA) visant à fusionner un grand nombre de prestations sont aujourd'hui au point mort. Il n'en demeure pas moins que la lutte contre la pauvreté demeure un enjeu excessivement prégnant en ce début d'année 2021 alors que l'économie française est lourdement frappée par les confinements successifs.

Ce projet de revenu de base consiste à changer le référentiel des solidarités humaines, pour redonner aux Français confiance en un système créé pour leur apporter, à la fois, la sécurité de l'existence et les outils de leur autonomie. Ce nouveau pacte social devra fonder le monde d'après la crise de la Covid-19. Une fois sortis de l'état de crise sanitaire dans lequel nous sommes, le revenu de base apparaît comme une des idées les plus fécondes pour favoriser la résilience de notre société.

Lancement du think tank Solutions solidaires pour penser l'innovation

13 Départements pionniers et de nombreux partenaires d'horizons variées ont décidé de mettre sur pied un incubateur d'idées et de solutions au service des solidarités nouvelle, en créant une plateforme dédiée.

Par la réalisation de colloques et d'événements spécifiques, cette plateforme a pour but d'animer un large débat autour des solidarités nouvelles et d'organiser un foisonnement d'idées, d'expériences et d'initiatives afin d'inventer ensemble les protections de demain.



LA GAUCHE DANS LES DÉPARTEMENTS, UNE CONSTRUCTION PERMANENTE DE L'AVENIR



CONTACT

parti@socialiste.fr

01 01 01 01 01

www.siteweb.fr

